

Le Tribunal de Commerce d'Avignon change de président et devient « TAE » Tribunal d'Activités Economiques



Avec émotion, après 8 ans de présidence, Gérard Arnault a passé la main. Dans son discours, il a remercié « Les 42 juges et 3 greffiers qui composent le tribunal. Eux dont la rigueur professionnelle a toujours permis de rendre des décisions équilibrées et éclairées et de faire de cette juridiction un pilier, un lieu de solutions pour les entreprises en difficulté ». Il a rappelé « Le rôle vital de la justice commerciale qui a su s'adapter à la numérisation croissante des affaires. L'équité, la transparence et l'indépendance ont toujours guidé mon travail. » Et il a cité quelques chiffres : +40% de procédures collectives par rapport à 2019, + 28% d'injonctions à payer, +250% d'entretiens de prévention.

« Quel président, Gérard Arnault! Au-delà de ses qualités techniques indéniables, sa plus-value réside avant tout dans ses qualités humaines, son écoute, son sens du dialogue, son esprit de concertation, son investissement sans faille, son amour de la justice, sa disponibilité, sa sagacité. Son amour de la justice, son implication auront été de puissants moteurs pour notre juridiction ». Ainsi s'est exprimé son

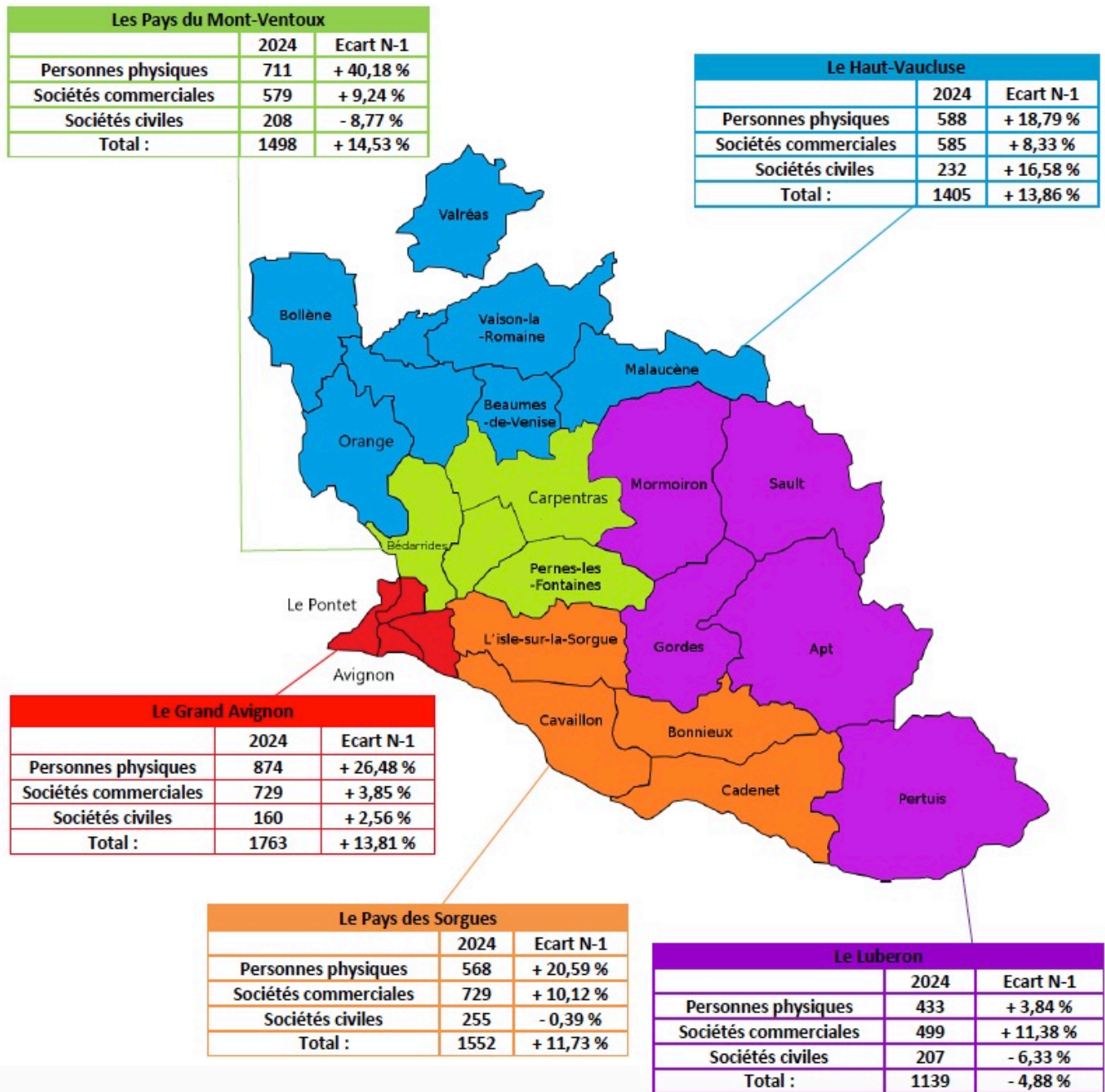


Ecrit par Andrée Brunetti le 10 février 2025

successeur, Jean-Michel Calleja qui lui a succédé à la tribune.

Comme son homologue de Marseille, il qualifie 2024 d'année « horribilis » : « +31% de radiations, + 86% d'injonctions de payer, +89% de liquidations judiciaires depuis 3 ans. Enfin les sanctions ont grimpé de + 225% sur un an, notamment pour interdiction de gérer... Ce qui est un très bon indicateur pour assainir le tissu économique » et repérer les brebis galeuses qui construisent des sociétés de paille pour blanchir leur argent.

Ecrit par Andrée Brunetti le 10 février 2025

Répartition par intercommunalités des créations d'entreprises en 2024 :

Jean-Michel Calleja a évoqué l'IA (intelligence artificielle). « Elle permet de traiter des procédures standardisées et répétitives grâce à une assistance rédactionnelle ou de préparer des rapports résumant des faits pertinents. Le débat n'est pas de refuser l'IA mais de savoir comment l'utiliser avec toutes les



Ecrit par Andrée Brunetti le 10 février 2025

garanties d'impartialité et d'indépendance. L'humain doit rester décisionnaire dans l'acte de juger, ce qui implique que l'intelligence humaine ne s'efface pas devant l'IA par facilité ou par paresse ».

[Avignon le 1er janvier 2025, le tribunal de commerce devient 'le tribunal des activités économiques'](#)

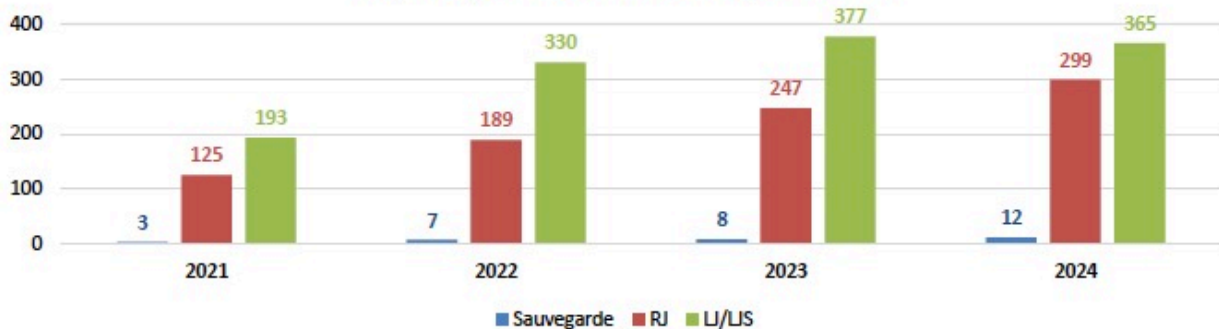
Il parle ensuite du [Tribunal des Activités Economiques](#) qui va être expérimenté à Avignon et sur lequel reviendra la Procureure de la République. Enfin il ironise sur le fameux « Infogreffe » qu'avait voulu imposer un ancien Ministre de la Justice. « Un échec retentissant pour cette réforme insuffisamment préparée pour le traitement des formalités au registre du commerce et des sociétés. » Un guichet unique qui a débouché sur la thrombose totale du système. Le nouveau Président Calleja a conclu : « Il est navrant de constater que des postures dogmatiques ont pu conduire à une telle désorganisation et à une paralysie réelle de l'économie ».

Ecrit par Andrée Brunetti le 10 février 2025

Les ouvertures des procédures collectives :

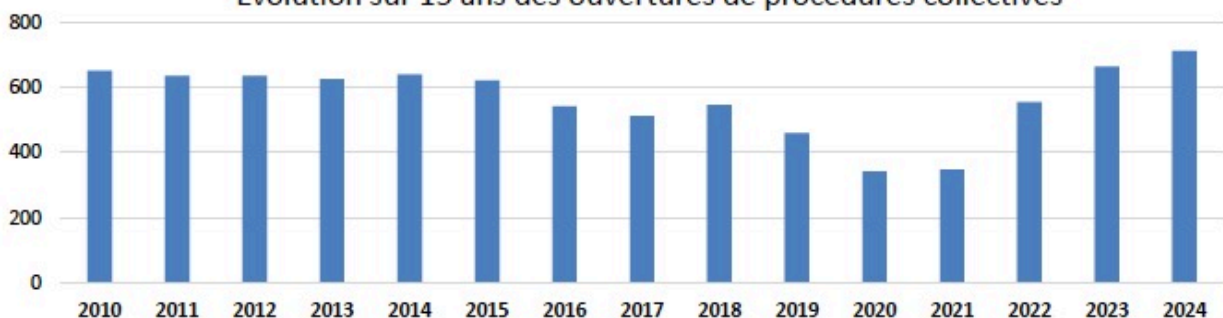
	2021	2022	2023	2024	Écart 2023/2024
<i>Sauvegarde</i>	3	7	8	12	+ 50 %
<i>Redressement judiciaire</i>	125	189	247	299	+ 21,05 %
<i>Liquidation judiciaire</i>	32	70	65	51	- 21,54 %
<i>Liquidation judiciaire simplifiée</i>	161	260	312	314	+ 0,64 %
<i>Rétablissement professionnel</i>	0	3	3	0	/
<i>Résolution de plan</i>	27	26	29	36	+ 24,14 %
Total	348	555	664	712	+ 7,23 %

Les principales ouvertures de procédures



	2021	2022	2023	2024	Écart 2023/2024
<i>Nombre de procédures ouvertes</i>	348	555	664	712	+ 7,23 %
<i>Nombre de salariés concernés</i>	531	1067	1267	1205	- 4,89 %
<i>Chiffre d'affaires global</i>	46 826 438,00 €	200 853 076,00 €	184 707 005,00 €	210 708 400 €	+ 14,08 %

Évolution sur 15 ans des ouvertures de procédures collectives



2024 : année historique du nombre d'ouvertures de procédures collectives sur les 15 dernières années



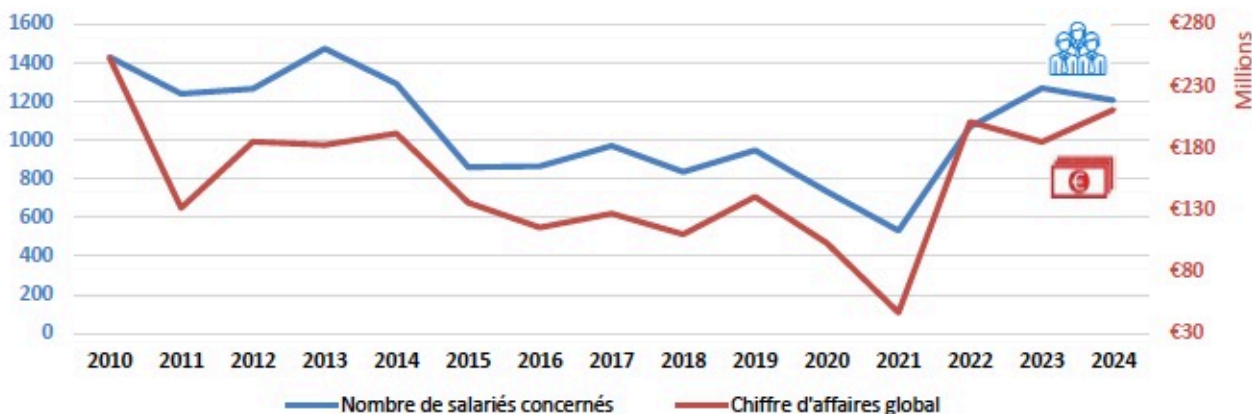
Ecrit par Andrée Brunetti le 10 février 2025

Florence Galtier, la Procureure de la République a procédé à l'installation de 9 nouveaux juges consulaires (dont une chevrière et un maraîcher) et de 4 assesseurs. Elle a remercié le président sortant, Gérard Arnault : « Vous avez su gérer admirablement et juguler l'explosion annoncée des entreprises en plein vol et la déferlante des procédures collectives n'a pas eu lieu. Pour autant les signaux d'inquiétude sont bien là, avec un bond de + 12,42% d'immatriculations et il ne faut pas oublier que toutes les sociétés ne sont pas pérennes. N'est pas entrepreneur qui veut. Nombreuses sont les sociétés qui ont vécu sous la perfusion des aides publiques, persuadées de l'arrivée de jours meilleurs qui ne sont jamais venus. C'est ainsi que les liquidations ont grimpé en flèche de + 40,45%. » Florence Galtier poursuit « L'échec d'une entreprise n'est pas toujours le fait de son dirigeant, mais sa négligence à déclarer la cessation de paiement, à produire les documents comptables et à communiquer la liste des créanciers. Aux fins de sanction commerciale, avec la pratique de la saisine que j'ai demandée, en 2024 le taux d'interdiction des interdictions de gérer ont été multipliées par 5 ».

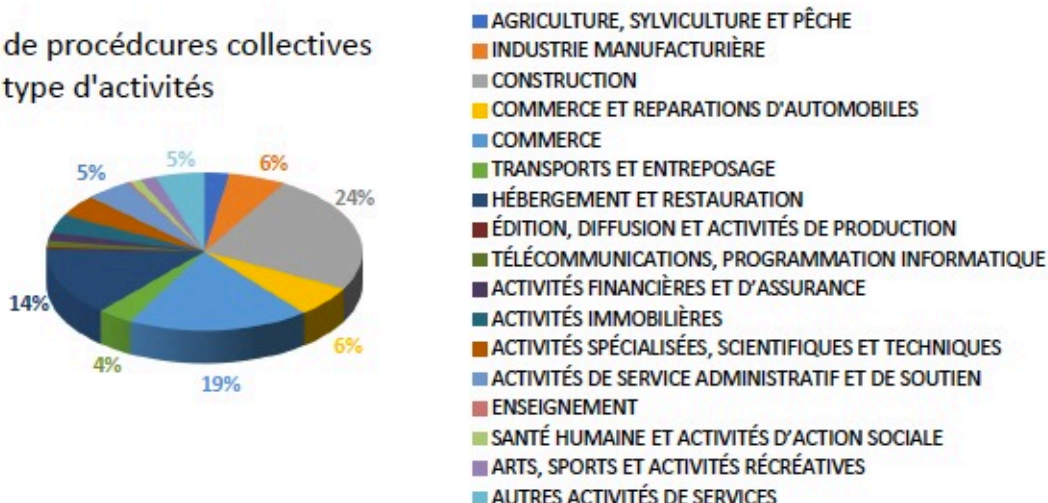
Elle a martelé les valeurs cardinales de cette juridiction : « Nous partageons les mêmes objectifs sous-tendus par des valeurs communes : une justice impartiale, rigoureuse, accessible et comprises par toutes les parties ».

Ecrit par Andrée Brunetti le 10 février 2025

Évolution sur 15 ans des indicateurs des procédures collectives



Les ouvertures de procédures collectives par type d'activités



Nombre d'administrateurs judiciaires dans les procédures collectives :

La Procureure de la République d'Avignon a enfin insisté sur l'expérimentation du « Tribunal d'Activités Economiques » (TAE) qui remplace le Tribunal de Commerce depuis le 1er janvier. « Une nouvelle structure parmi seulement 12 juridictions sur le territoire national ». Elle est désormais compétente en lieu et place des tribunaux judiciaires d'Avignon et de Carpentras pour le traitement de toutes les procédures amiables et collectives, quel que soit le type d'activité ».

Quant au Rapport d'activités 2024, en 17 pages, il radiscopie le Vaucluse économique avec nombre de graphiques, camemberts et infographies. Pêle-mêle : +7,38% de radiations et + 12,42% d'immatriculations au registre du commerce. Pour la répartition des créations par intercommunalités,

Ecrit par Andrée Brunetti le 10 février 2025

Les Pays du Mont-Ventoux arrivent en tête (+14,53%), suivis du Haut-Vaucluse (+13,86%), du Grand Avignon (+13,81%), et enfin le Pays des Sorgues (+ 11,73%). Seul le Luberon recule de -4,88%.

Les 10 communes les plus dynamiques économiquement en stock d'immatriculations :

Rang	N-1	VILLE	Total	Ratio 84
1	=	AVIGNON	1433	19,48%
2	=	CARPENTRAS	424	5,76%
3	=	CAVAILLON	382	5,19%
4	=	ORANGE	378	5,14%
5	+1	ISLE SUR LA SORGUE	328	4,46%
6	-1	PERTUIS	316	4,29%
7	=	SORGUES	241	3,28%
8	=	LE PONTET	230	3,13%
9	+1	PERNES LES FONTAINES	226	3,07%
10	-1	APT	182	2,47%

Les 10 communes les plus dynamiques en stocks d'immatriculations sont dans l'ordre : Avignon (19,48%), Carpentras (5,76%), Cavaillon (5,19%), Orange (5,14%), Isle-sur-La Sorgue (4,46%), Pertuis (4,29%), Sorgues 3,28%), Le Pontet (3,13%), Pernes (3,07%) et Apt (2,47%).

Enfin, comme on ne compte plus les burn-out et dépressions nerveuses qui frappent les patrons dans la situation économique et politique instable que nous traversons depuis des mois, le dispositif APESA (Aide Psychologique aux Entrepreneurs en Souffrance Aigüe) a - hélas - de beaux jours devant lui... Le nombre d'alertes a flambé en 2024 : +57,14%.

Ecrit par Andrée Brunetti le 10 février 2025

Tribunal de commerce d'Avignon
42 juges

Année judiciaire 2025

Greffiers associés :
Guillaume JOUVENCEAU
Aurélié MARTINELLI

Président : Jean-Michel CALLEJA
Vice-président : Philippe BARDIN
Greffier salariée : Manon CHARNAY

CONTENTIEUX GÉNÉRAL					
<i>Affaires nouvelles et audiences de mise en état (JCIA) - lundi après-midi</i>					
1 ^{ère} Chambre	Section 1.1 ME1.1 & ME1.2	Florence DUPRAT ou Sébastien LEGRAND ou Thierry PICHON	Michel MARIDET	Michel BLANC	
			Thierry LAMOUR	Raphaël LE BRUCHEC	
	Section 1.2 ME2.1 & ME2.2		Olivier AUCH ROY	Jérôme MICHELETTI	
			Maria CHALLIGUI	Eric DUPRESSOIRE	
<i>Audiences de plaidoiries - vendredi matin</i>					
2 ^{ème} Chambre	Section 2.1	Philippe BARDIN	Olivier SORIN	Jacqueline MARINETTI	
	Section 2.2	Thierry PICHON	Céline GUICHARD	Bernard TEYSSONNIERES	
3 ^{ème} Chambre	Section 3.1	Jean-Michel CALLEJA	Antoine VALAT	Corinne PAIOCCHI	
	Section 3.2	Antoine VALAT	Frédéric BILLON	Didier MERLAND	
RÉFÉRÉS et JUGES PLACÉS					
Référés	Philippe BARDIN	Jean-Michel CALLEJA	Thierry PICHON		
	Sébastien LEGRAND	Thierry PICHON	Gérard ARNAULT		
Juges placés	Caroline DAUBA		Philippe VIGNE		
PROCÉDURES COLLECTIVES					
<i>Audiences en chambre du conseil - mercredi matin</i>					
4 ^{ème} Chambre	Section 4.1	Daniel HATTON	Vincent ESTIENNE	Radouane AMERZAG	
	Section 4.2	Philippe LESAFFRE	Simon REBOULET	Sylvain DEKONINK	
5 ^{ème} Chambre	Section 5.1	Denis BOREL	Nadia MOSSE	Bernard TEYSSONNIERES	
	Section 5.2	Mireille DAUDIER	Jean-Michel CALLEJA	Sophie MINAULT	
6 ^{ème} Chambre agriculteurs	Chambre agriculteurs	Gérard ARNAULT	Gabrielle DURIN	Michel FILLIOL	
		Gérard ARNAULT	Stephane GABINEL	Didier BRUN	
<i>Audiences de clôtures et sanctions – lundi et mercredi après-midi</i>					
7 ^{ème} Chambre	Clôtures	Jean-Pierre MARCHENAY	Michel BLANC	Jean-Philippe ALTAYRAC	
	Sanctions	Jean-Pierre MARCHENAY	Didier MERLAND	Agnès YOUENOU MUTEAU	
PRÉVENTION					
Difficultés des entreprises			Gérard ARNAULT	Daniel GUYON	Michel MARIDET
MARD			Thierry PICHON		
Pôle de veille judiciaire			Gérard ARNAULT		